



Dossier

Les hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse engagés contre les violences faites aux femmes





Hôpital Delafontaine
2, rue du Dr Delafontaine - 93 200 Saint-Denis
Tél : 01 42 35 61 40

Hôpital Casanova
11, rue Danielle Casanova - 93 200 Saint-Denis
Tél : 01 42 35 61 40

-  ch-stdenis.fr
-  Centre Hospitalier de Saint-Denis
-  [hopitalsaintdenis](https://www.instagram.com/hopitalsaintdenis)
-  GHT Plaine de France
-  Centre Hospitalier de Saint-Denis
-  GHT Plaine de France



Centre Hospitalier de **Saint-Denis**



Centre hospitalier de Gonesse
2, boulevard du 19 mars 1962 - 95 500 Gonesse
Tél : 01 34 53 21 21

-  hopital-de-gonesse.fr
-  Hôpital de Gonesse
-  [hopitalgonesse](https://www.instagram.com/hopitalgonesse)
-  GHT Plaine de France
-  Centre hospitalier de Gonesse
-  GHT Plaine de France



Centre Hospitalier de **Gonesse**

Édito

Madame, Monsieur,

L'année 2023 fut dense pour les deux hôpitaux du GHT Plaine de France. Nous nous sommes tout d'abord engagés pour répondre à l'enjeu de l'attractivité face à la crise des effectifs subie par l'ensemble des établissements de santé franciliens : contrat d'allocation d'études, projets sociaux, actions de communication et événementiel (salon infirmier, portes ouvertes, vidéos) ... Les hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse ont par ailleurs accueilli les experts visiteurs de l'HAS dans le cadre des visites de certification. Nous avons également poursuivi la mise en œuvre de nos projets médicaux alors que les équipes médico soignantes ont été durement éprouvées pour faire face à la triple épidémie COVID/grippe/bronchiolite - même si la fin de l'année 2023 a été moins intense que l'hiver 2022-2023 grâce aux campagnes de vaccination.

Dans cette édition de notre magazine externe Ensemble, nous avons tenu à mettre en avant l'engagement de nos deux établissements dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Les hôpitaux de Saint-Denis et Gonesse ont développé depuis de longues années une expertise dans la prise en charge globale des patients : médicale bien sûr mais aussi sociale.

Cette démarche s'illustre parfaitement dans la prise en charge des femmes victimes de violences. Vous découvrirez également dans ce numéro les nombreuses actions de prévention santé organisées dans les deux hôpitaux, l'amélioration de l'accueil et de la prise en charge des patients psychiatriques, nos offres de soins dans le domaine des soins palliatifs ou encore la mise en œuvre de projets « culture à l'hôpital ».

En 2024, nous poursuivons nos efforts pour compléter nos équipes paramédicales, nous mettrons en œuvre de nouveaux projets pour améliorer encore la qualité de l'accueil et de la prise en charge des patients. Nous finaliserons le projet médico-soignant partagé du GHT dont la réflexion a été lancée en 2023 pour développer des filières de territoire et renforcer les complémentarités entre nos deux hôpitaux. Enfin, nous devons cette année relever le défi des Jeux olympiques et paralympiques, événements internationaux qui auront nécessairement un impact sur notre activité et nos organisations.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous adressons nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année.



Jean Pinson
Directeur du CH de Saint-Denis
Directeur par intérim du CH de Gonesse



Dr Dominique Seret-Begue
Présidente de la CMG



Dr Rachid SEHOUANE
Président de la CME du CH de Gonesse



Dr Pascal Bolot
Président de la CME du CH de Saint-Denis



Yohann Mourier
Directeur délégué du CH de Saint-Denis



Jérôme Sontag, Directeur délégué du CH de Gonesse



Elisabeth Roussel,
Coordinatrice générale des soins du GHT

Sommaire

- **04** | **Zoom sur** : Journées de sensibilisation et de prévention au GHT
- **05** | **Le GHT s'engage** : Semaine mondiale pour le bon usage des antimicrobiens/ En route pour Casanova 2028
- **06** | **Retour en images**
- **08** | **Dossier** : Les hôpitaux de Saint-Denis et de Gonesse engagés contre les violences faites aux femmes
 - **8** Dr Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes : « J'organise mon départ » / Tiphaine de Foucher, le nouveau visage de la Maison des femmes
 - **9** Coralis, une unité dédiée aux victimes d'agressions sexuelles / Avec Restart, le modèle de la Maison des femmes se duplique
 - **p10** La cellule Anti-violences faites aux femmes (A.V.I.F.F) d'une initiative de terrain à une Maison des femmes ? / A.V.I.F.F: la naissance d'une équipe
 - **p11** A.V.I.F.F accueille le dispositif nouveau départ / Du repérage lors de la journée contre les violences faites aux femmes
- **12** | **Grand angle** : Les soins palliatifs au Centre hospitalier de Saint-Denis • **p13** Les soins palliatifs au Centre hospitalier de Gonesse
- **14** | **Focus sur** : Un centre d'aval pour les urgences psychiatriques ouvert début septembre à l'hôpital Delafontaine • **p15** « Les deux piliers d'une psychiatrie désaliéniste sont la proximité et la continuité des soins »
- **16** | **Culture à l'hôpital** : Une œuvre mémorielle, pour se souvenir de quelques choses • **p17** Un futur musée d'histoire et de société dans l'ancien hôpital de 1841
- **18** | **Un jour un métier** : Préparatrices en pharmacie
- **19** | **Offres d'emploi**

ENSEMBLE

Publication interne du Groupement Hospitalier de Territoire Plaine de France :

Centre Hospitalier de Saint-Denis 2, rue du Dr Delafontaine 93 200 Saint-Denis / Centre Hospitalier de Gonesse 2, boulevard du 19 mars 1962 95 500 Gonesse

Directeur de la publication : Jean PINSON - Directeur de la rédaction : Romain ESKENAZI - Comité de rédaction : Myriam ZENINI, Cynthia PETIT et Romain ESKENAZI

- Conception-réalisation : Marc BOULENAZ - Photographies : Marc BOULENAZ, Aïman SAAD - Impression : service interne de reprographie du GHT Plaine de France

Tirage : 2000 exemplaires - Dépôt légal : janvier 2023. Les articles publiés dans le magazine ne peuvent être reproduits sans l'autorisation expresse de la rédaction.

Contact : romain.eskenazi@ghtpdf.fr

Octobre rose 2023



A l'occasion d'Octobre rose, l'équipe de la Maison Des Usagers (MDU) de l'hôpital Delafontaine a organisé une journée de prévention dédiée au cancer du sein aux côtés de nombreux partenaires, dont La Ligue contre le cancer, le DAC 93, CAMI Sport et Cancer et l'association RoseUp Paris. Lors de cette journée, les équipes de l'hôpital ont eu le plaisir d'accueillir Mathieu Hanotin (maire de Saint-Denis), Katy Bontinck (1^{ère} adjointe au maire) et Danièle Glibert (adjointe à la mairie de Saint-Denis) pour une visite des stands. Du côté du CH de Gonesse, une marche et une course solidaire organisée par les Soins de suite et réadaptation polyvalente (SSRP) a eu lieu le 7 octobre dernier en partenariat avec différents services de l'établissement. Au total, 905 euros ont été récoltés en faveur de la recherche contre le cancer du sein.

Tous donneurs

Lors de la journée mondiale du don d'organes, les équipes de coordination hospitalière des dons d'organes et de tissus des deux centres hospitaliers du GHT Plaine de France ont tenu des stands de sensibilisation dans deux centres commerciaux, respectivement au Leclerc de Gonesse et au Carrefour de Saint-Denis.



Le diabète est l'affaire de tous

Au cours de la journée mondiale du diabète, le 14 novembre, les équipes des unités de diabétologie-endocrinologie des hôpitaux de Gonesse et de Saint-Denis ont organisé une journée de sensibilisation sur la prise en charge du diabète avec tests gratuits et conseils diététiques en présence de médecins et de diététiciennes. Le diabète nous concerne tous. Plus il est dépisté tôt, plus il est facile à traiter !



Semaine nationale de la sécurité des patients

A l'occasion de la semaine nationale de la Sécurité des Patients du 20 au 23 novembre dernier, des tables rondes, des quiz et des animations ont été organisés pour permettre aux usagers, aux représentants des usagers et aux soignants des deux hôpitaux du GHT Plaine de France de réfléchir autour de la thématique « Faire des patients les acteurs de leur propre sécurité ».

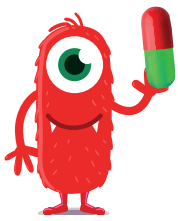
L'équipe opérationnelle d'hygiène de Gonesse a dans ce cadre organisé l'action "je main'plique" pour sensibiliser personnels et usagers sur l'hygiène des mains.



Journée mondiale du SIDA



Pour la journée mondiale de lutte contre le SIDA, les équipes du GHT Plaine de France se sont mobilisées ! A Saint-Denis, le SMIT a œuvré aux côtés des associations AIDES et Proses. Au total, 150 personnes ont été accueillies sur les stands, 25 autotests ont été distribués et 15 dépistages ont été réalisés par AIDES. A Gonesse, les étudiants de l'IFSI-l'IFAS ont organisé des stands de prévention et de sensibilisation à l'hôpital de Gonesse mais aussi un lycée, 3 collèges, une maison de quartier et un cinéma. Les différents stands portaient sur l'histoire du VIH, les comportements à risque pouvant mener à la contamination, les modes de transmission, la prévention, le dépistage ainsi que les possibles traitements.

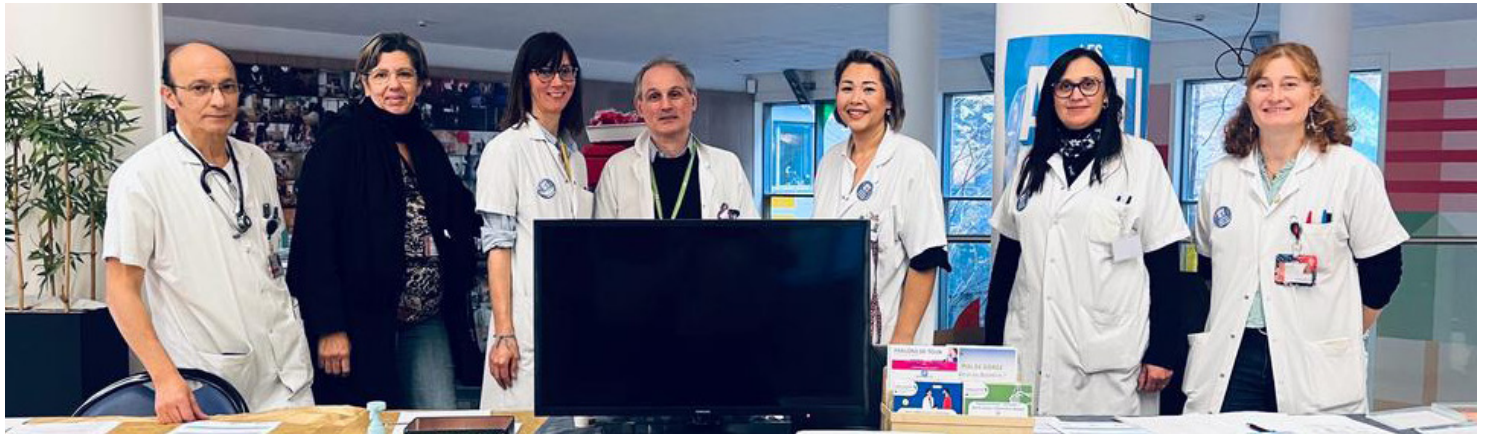


Semaine mondiale pour le bon usage des antimicrobiens

Zoom
Sur

Du lundi 20 au vendredi 24 novembre dernier, l'Équipe Multidisciplinaire (EMA) d'Antibiothérapie du Centre hospitalier de Gonesse a organisé des actions dans le cadre de la semaine mondiale de prévention pour le bon usage des antimicrobiens : passage dans les services pour sensibiliser les équipes et tenue d'un stand avec ateliers ludiques et pédagogiques pour informer soignants, patients et visiteurs.

Retour sur cet événement en vidéo :



Concertation : en route pour Casanova 2028



Site historique du Centre hospitalier de Saint-Denis, l'hôpital Casanova est au cœur de plusieurs transformations, parmi lesquelles la densification de l'activité du site en lien avec le déploiement du projet médico-soignant et le réaménagement du quartier de la porte de Paris et du centre-ville. Ainsi, ce site constituera un nouveau carrefour où se rejoindront patient(e)s, professionnel(le)s, usager(e)s et habitant(e)s afin

de toujours ouvrir plus l'hôpital sur la ville, faciliter la vie des résident(e)s et des patient(e)s et valoriser l'offre dans le champ de l'autonomie, de la médecine et de la pédopsychiatrie.

Afin d'accompagner ces évolutions, le Centre hospitalier de Saint-Denis souhaite engager un temps de concertation sur les grandes orientations du site, une démarche qui s'inscrit dans le cadre du renouvellement du projet d'établissement du centre hospitalier 2023-2028. Les travaux seront orchestrés par un comité de pilotage pluridisciplinaire et ouvert sur la ville. Les orientations stratégiques dessinées par ce futur projet seront présentées en instance afin de doter le Centre hospitalier de Saint-Denis d'un plan d'actions et de moyens pour le déployer. Parmi les grandes orientations mises en avant et à enrichir : l'amélioration de l'attractivité et de la qualité de vie des professionnels, le développement patrimonial et paysager du site et l'amélioration de l'accessibilité du public et du rôle des usagers.

Donnez votre avis

- Tenez-vous informé(e) grâce à la diffusion de nos lettres d'information publiques que vous pourrez également retrouver dans les différents supports de communication de l'hôpital et de la ville.
- Envoyez-nous vos contributions écrites, audio ou vidéo par mail.
- Contactez-nous pour échanger autour du projet.
- Répondez à notre enquête publique via le QR code ci-contre.

NOUS CONTACTER



11 rue Danielle Casanova
93200 Saint-Denis



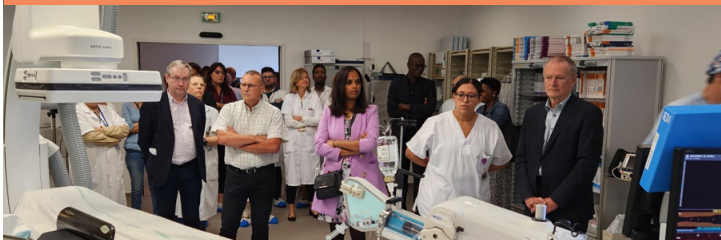
alice.tessier@ghpdf.fr
Directrice de l'hôpital Casanova
juliette.marais@ch-stdenis.fr
Adjointe de direction
virginie.joret@ch-stdenis.fr
Assistante de Direction

Lien vers notre
enquête publique



Gonesse

Inauguration de la nouvelle salle de cardiologie interventionnelle



Vendredi 13 octobre, la nouvelle salle de cardiologie interventionnelle mise en service en décembre a été inaugurée en présence de Jean-Pierre Blazy, maire de Gonesse et président du conseil de surveillance de l'hôpital et Evinaa Sellaiah, conseillère municipale déléguée à la prévention santé.

Visite ministérielle



Fadila Khattabi, ministre chargée des personnes handicapées, Charlotte Caubel, secrétaire d'Etat chargée de l'Enfance et Etienne Plot, délégué interministériel pour les troubles du neurodéveloppement, se sont rendus à la PCO du CH de Gonesse le mercredi 15 novembre pour échanger avec les équipes et les familles et présenter la stratégie nationale pour les troubles du neurodéveloppement.

Journée handicap



A l'occasion de la journée « Portes ouvertes sur le handicap », personnels et usagers ont pu échanger avec l'assistante sociale du personnel, le service de santé au travail, la psychologue du travail ou encore la référente handicap. Une simulation de réalité virtuelle permettant d'appréhender le quotidien de personnes handicapées, des quiz et des ateliers ont également été proposés.

Remise de diplômes de l'IFSI



Vendredi 29 septembre s'est déroulée la remise de diplôme aux étudiants infirmiers et aides-soignants de l'IFSI-IFAS de Gonesse en présence des équipes pédagogiques, de représentants de la direction de l'hôpital et d'élus de la Ville de Gonesse. Bravo aux diplômés à qui nous souhaitons une belle et longue carrière !

Saint-Denis

Visite ministérielle



Le 6 novembre, Agnès Firmin Le Bodo, ministre chargée de l'Organisation territoriale et des professions de santé, s'est rendue à l'hôpital Casanova pour échanger avec les équipes et participer aux ateliers proposés dans le cadre de la semaine nationale de lutte contre la dénutrition, dont le parrain est cette année le Dr Mathias Wargon.

Rencontre Fondation Clariane-IFSI



Le 18 octobre, La Fondation Clariane a organisé une réunion d'échange suivie d'un brunch portant sur le métier d'infirmier en partenariat avec l'IFSI et le Centre hospitalier de Saint-Denis. Cet événement a été animé par Serge Guérin, sociologue et président du Comité Scientifique de la fondation.

Visite de l'ARS Ile-de-France



Mercredi 8 novembre, Amélie Verdier, directrice de l'ARS IDF est venue à l'hôpital Casanova pour échanger avec les équipes d'addictologie et annoncer un plan d'action contre l'usage du protoxyde d'azote chez les jeunes.

Colloque sur le consentement sexuel



Le 14 octobre, a eu lieu un colloque intitulé « le consentement sexuel, développer un dialogue intime et sociétal » à l'hôpital Delafontaine. Cet événement était organisé par la Confédération de sexualité humaine (COSH) présidée par le Dr Arnaud Sevens, sexologue à la Maison des femmes et praticien en médecine physique et réadaptation à l'hôpital Casanova.

GHT

Le GHT sera présent au Salon Infirmier du 21 au 23 mai 2024

Pour la seconde année consécutive, le GHT Plaine de France tiendra un stand au Salon infirmier organisé au sein de l'événement Sant'expo du 21 au 23 mai 2024 au Hall 7.3 de Paris Expo Porte de Versailles. En 2023, cet événement avait permis aux équipes du groupement de présenter nos services de soins, nos offres d'emplois et nos avantages à l'embauche auprès de nombreux étudiants et professionnels de santé. N'hésitez pas à venir nous rendre visite !

Retour sur cet événement en vidéo :



Conférence des cadres

Plus de 60 cadres des deux hôpitaux étaient présents à l'occasion de la première journée de l'encadrement du GHT organisée le 13 octobre dernier à Gonesse. Un temps d'information, de réflexion sur le projet de soins et de convivialité pour mieux se connaître et créer un véritable réseau de managers.



Merci pour vos dons



A l'occasion de la rentrée, l'association *Elise princesse courageuse* a remis des kits de papeterie aux enfants hospitalisés au service Pédiatrie de l'hôpital de Gonesse. Nous les remercions chaleureusement pour leur générosité !



Pour les fêtes de Noël, la société *VEEPEE* a encore été très généreuse avec les enfants hospitalisés de l'hôpital de Saint-Denis avec de très nombreux jouets offerts ! D'autres entreprises comme le magasin *King Jouet* ont également fait des dons pour nos jeunes patients. Un grand merci pour leur générosité.

Dr Ghada Hatem,

fondatrice de la Maison des femmes : « J'organise mon départ »



Le 1^{er} novembre, le Dr Ghada Hatem a transmis la chefferie de l'unité de soins de la Maison des femmes au Dr Tiphaine de Foucher. Sa retraite officielle ne sonnera qu'au mois de mars mais d'ici là, Ghada Hatem, toujours présidente de l'association La Maison des femmes, prépare son départ avec stratégie.

C'est à l'issue d'un « intense travail de restructuration de la maternité » au cours duquel l'intégralité du parcours patient a été repensé que le Dr Ghada Hatem, alors cheffe de la maternité

de Saint-Denis a créé la Maison des femmes en 2016 : une unité de soins de l'hôpital consacrée à la médecine des violences également structurée en association loi 1901 afin de pouvoir lever des fonds. Quelques années plus tard, la structure a pris de l'ampleur : elle accueille environ 4800 femmes par an, prend en charge les violences conjugales et sexuelles, dispense des formations en direction des professionnels, fait de la prévention auprès des jeunes

scolarisés etc. En tout, environ 30 personnes y sont employées et autant d'intervenants ponctuels et de bénévoles en franchissent les portes régulièrement.

Cette structure unique aborde une autre étape de son existence. « Jusque-là nous avons fonctionné avec très peu de ressources mais aujourd'hui, nous avons atteint les limites du système D », souligne Ghada Hatem. Avant de se mettre en retrait, cette dernière souhaite compléter et professionnaliser davantage la structure, en embauchant à des postes clefs, une chargée de développement, une administratrice financière puis une directrice générale, dont l'arrivée est prévue au printemps. « Là ce sera carré. D'ici là, je stabilise, j'organise mon départ ».

Le Dr Ghada Hatem ne part toutefois pas totalement : « J'ai encore des tâches à finir ici. Je prendrai un cumul emploi retraite. Mon objectif était de dégager du temps ». Du temps pour elle, sa famille, ses loisirs, ses projets. En attendant, celle qui représente « l'image de la Maison des femmes » est ravie : « J'ai le sentiment d'avoir porté mon écot à la cause ». Et « complètement rassurée » par le professionnalisme de celle qui lui succède : « Je voulais passer le bébé de l'unité de soins à quelqu'un qui saurait l'emmener un peu plus loin ».

La Maison des femmes, dont l'activité croît sans cesse, a besoin de vous pour agrandir ses locaux. Comment procéder ? Soit en allant sur le lien suivant : **Soutenez notre association (lamaisondesfemmes.fr)** ou sur Lydia en cliquant sur Faire un don et en sélectionnant La maison des femmes dans la liste des associations bénéficiaires



Tiphaine de Foucher, le nouveau visage de la Maison des femmes



Depuis le 1^{er} novembre, le Dr Tiphaine de Foucher est la nouvelle cheffe de l'unité de soins de la Maison des femmes. Elle a pris la suite du Dr Ghada Hatem, fondatrice et figure de cette structure unique créée en 2016.

Le Dr Tiphaine de Foucher, gynécologue-obstétricienne, travaille à la Maison des femmes depuis trois ans. Auparavant, elle a exercé à l'hôpital Tenon, en chirurgie gynécologique, avant de contacter le Dr Ghada Hatem, son ancienne cheffe à la maternité de l'hôpital de Saint-Denis lorsqu'elle

était interne : « J'ai eu envie de travailler avec une vision plus holistique de la médecine, plus globale de la santé des femmes ». C'est le début pour elle d'une nouvelle aventure, à savoir un poste partagé entre la Maison des femmes de Saint-Denis et celle, en pleine création, de la Pitié Salpêtrière.

Depuis le 1^{er} novembre, l'aventure a pris une autre dimension : le Dr de Foucher succède au Dr Ghada Hatem comme cheffe de la Maison des femmes. Avec une rupture : le Dr de Foucher encadrera uniquement l'unité de soins, laissant, pour l'heure, la gestion de l'association au Dr Hatem. Mais ce qui pourrait être considéré comme une nouvelle ère est à ses yeux, « une continuité », avec pour objectif de pérenniser le projet initialement « incarné » par Ghada Hatem. « Cette structure est en croissance constante depuis son ouverture. Dans les différentes unités, nous avons pu depuis 2016 mettre en place de nombreuses ressources, et développer différents outils novateurs. Il va être nécessaire d'adapter certains parcours de soins et de continuer à innover, pour être toujours au plus proche de la demande des patientes. Le renforcement des liens avec l'ensemble des services hospitaliers apparaît aussi fondamental afin que soient précisément définis les « périmètres d'actions » de chaque professionnel impliqué auprès des femmes victimes de violence. Devant une file active en constante augmentation, l'optimisation de locaux déjà trop petits malgré une extension récente est un autre enjeu important. Mais le Dr de Foucher a confiance : « C'est un projet solide, porté par une équipe solide, qui fait un travail extraordinaire de terrain, au sein d'une organisation très collective ».

Coralis,

une unité dédiée aux victimes d'agressions sexuelles



Ouverte en novembre 2022, l'unité Coralis permet la prise en charge des victimes de violences sexuelles et s'inscrit dans un parcours de résilience.

Vendredi 17 novembre, le téléphone d'astreinte du Dr Sophie Tellier, médecin légiste au sein de l'unité Coralis, à la Maison des femmes, sonne. L'appel émane du commissariat de Saint-Denis : une jeune fille souhaiterait déposer plainte pour un viol survenu la veille. « Vous l'avez auditionnée ou pas ? Y a-t-il une suspicion de soumission chimique ? » interroge Sophie Tellier. Une fois la victime arrivée, une infirmière l'accueillera avant un entretien en duo avec le Dr Tellier et un examen somatique destiné à prouver l'agression sexuelle. L'examen ne laisse rien au hasard, de la paroi vaginale aux prélèvements d'éventuelles traces d'ADN, sans oublier la détection

des maladies sexuellement transmissibles. « Mais il faut aller vite, la durée de vie des spermatozoïdes dans les cavités vaginales est de cinq jours et les lésions visibles de 7 à 10 jours. Pour le reste, c'est 24 heures à peine. Il vaut donc mieux éviter de se laver par exemple », conseille le Dr Tellier.

L'unité Coralis (Centre d'orientation, de recherche et d'assistance légale face aux infractions sexuelles) est le dernier bébé de la Maison des femmes. Dédiée à l'accompagnement des femmes victimes de violences sexuelles, cette unité a ouvert en novembre 2022. Objectif : prendre en charge les victimes de viols et d'agressions sexuelles de plus de 15 ans, sans rendez-vous, 24 h/24 et 7j/7. Et permettre ainsi la tenue d'un examen médico-légal pour recueillir les preuves nécessaires à un dépôt de plainte pendant une durée, légale, de trois ans. « Cela laisse un temps de réflexion aux gens s'ils n'ont pas envie de déposer plainte tout de suite », poursuit Sophie Tellier. Coralis était le maillon manquant pour la partie prise en charge de l'agression et l'accompagnement vers la résilience. Placée au sein du parcours violence, cette unité permet une prise en charge médico-psycho-sociale dans un seul et même endroit, immédiatement après l'agression et à long terme. De janvier à fin septembre 2023, 36 personnes ont été examinées au sein de l'unité.

Ouverture de l'unité Coralis du lundi à vendredi de 8h à 20h à la Maison des femmes. La nuit (de 20h à 8h), les week-ends et jours fériés, les femmes peuvent se présenter aux urgences de l'hôpital Delafontaine qui les réorientent :

- soit au commissariat et l'UMJ de Bondy

- soit à la MDF les jours ouvrables (8h à 20h) en leur remettant un flyer d'information (si pas de volonté de dépôt de plainte et agression de moins de 5 jours).

Avec Restart, le modèle de la Maison des femmes se duplique

Coline Vigot est chargée de développement pour le collectif Restart. Entretien.



Qu'est-ce que le collectif Restart ?

« C'est un collectif créé en 2021, porté par la Maison des femmes qui mutualise bonnes pratiques et compétences entre les différentes Maisons des femmes. Il y en a aujourd'hui une vingtaine dans toute la France, du Havre à Toulouse et une à Mexico. C'est aussi un levier pour les plaidoyers : nous avons signé cette année des conventions avec les ministères de l'intérieur et de la justice pour déployer le dépôt de plainte hors-les-murs dans chaque

MDF, par exemple. Nous faisons aussi beaucoup de formation avec *in vivo*, en proposant une initiation au modèle de la Maison des femmes. Le but à terme est d'avoir une maison des femmes dans chaque département et de développer une spécialité en médecine de la violence. »

Quels sont les critères à respecter pour monter une Maison des femmes ?

« Le projet doit d'abord avoir reçu la Mission d'intérêt général (MIG), ce qui nous permet d'entrer dans le collectif des MDF déjà reconnues par le gouvernement. Il doit être porté par un médecin, être adossé à un centre hospitalier et comporter un parcours violence en lien soit avec un parcours de santé sexuelle intégré dans le projet soit avec celui de l'hôpital. Cela permet de faire du

dépistage systématique, de réorienter vers l'unité violence, de faire des liens avec les IVG - tous ces aspects étant souvent liés. Chaque projet est évalué en comité d'évaluation, validé en conseil d'administration puis étudié par le club des mécènes en vue d'un financement. »

Chaque maison des femmes se construit-elle sur des besoins spécifiques, comme ça a été le cas ici avec l'excision ?

« La base, à savoir la prise en charge somato-psycho-sociale des violences est la même. Puis, chacune peut avoir des unités annexes qui répondent aux besoins du territoire : en addictologie, en développant aussi la prise en charge des enfants avec la création d'une UAPED (Unité de l'enfance en danger). Enfin, de plus en plus de petites villes ont leur Maison des femmes, et certaines développent des équipes mobiles pour être au plus près des gens, atteindre des zones plus rurales. »

1. Organisé en 2019, le Grenelle des violences a décidé de créer une Mission d'intérêt général dédiée à la prise en charge des violences faites aux femmes.



La cellule Anti-violences faites aux femmes (A.V.I.F.F)

d'une initiative de terrain à une Maison des femmes ?

FACE À LA VIOLENCE CONJUGALE



**POUR
VOTRE SOEUR,
VOTRE AMIE
VOTRE VOISINE
VOTRE MÈRE
VOTRE COLLÈGUE
VOTRE COUSINE
VOUS...**

Le dispositif de violences baptisé A.V.I.F.F (Anti-violences faites aux femmes) existe depuis avril 2023 et à terme, devrait se transformer en Maison des femmes.

C'est l'aboutissement d'une initiative de terrain, émanant du personnel soignant. « *Au départ, nous étions trois, se souvient Hélène Pavaux, sage-femme de formation et cadre coordinatrice de la maternité depuis 2006. Nous avons commencé à avoir des demandes de professionnels qui rencontraient des situations de violences et ne savaient pas comment y répondre, à un moment où tout était médiatisé grâce au Grenelle (1)* ». A partir de là, les planètes s'alignent : dans les municipalités voisines, une dynamique institutionnelle se met en place puis l'ARS finance une permanence à la Maison des Usagers de l'hôpital et une formation pour les personnels par l'association Du côté des femmes.

Un groupe se crée, composé de plusieurs catégories professionnelles, bénévoles et engagées. L'une de leurs premières actions est « *la création d'un auto questionnaire de repérage afin que les femmes conscientisent qu'elles sont victimes* », décrypte Karine Whyte, cadre en unité de gériatrie aigüe et co-fondatrice du groupe. Les questionnaires sont distribués aux urgences et en gynécologie et traités

par le service social de l'hôpital. Un besoin dans ce domaine est rapidement identifié, adossé à la nécessité de pouvoir orienter les patientes vers la bonne porte.

En 2022, le groupe décroche un appel à projet mis en place par l'ARS et obtient pour l'hôpital le financement de trois emplois à temps plein pour trois ans. Le but : repérer les violences afin d'éviter les drames et les situations d'urgences.

Depuis longtemps, l'objectif est d'ériger une Maison des femmes de Gonesse. « *Nous avons visé le top, avec la présence de la police évidemment et un magasin facilitant la réinsertion des femmes par la vente et éventuellement par la création d'objets* », s'enthousiasme Hélène Pavaux. Il y aurait là un accompagnement médical, social, psychologique, administratif et économique. Le tout en collaboration avec des structures avoisinantes.

Dispositif dédié aux violences faites aux femmes de l'hôpital de Gonesse, du lundi au vendredi de 9h à 17h. Contact : 01 34 53 20 17 et AVIFF@ch-gonesse.fr

(1) Le grenelle des violences est un ensemble de tables rondes organisées par le gouvernement français fin 2019.

A.V.I.F.F : la naissance d'une équipe



Depuis le 3 avril 2023, l'hôpital de Gonesse a sa cellule spécifiquement dédiée aux violences faites aux femmes, composée d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'une psychologue.

Marine Poinot, infirmière de coordination de cette nouvelle unité baptisée A.V.I.F.F, a pris ses fonctions début avril après six années passées aux urgences adultes du centre hospitalier. « *J'établis un plan de soins et je fais des diagnostics infirmiers et nous mettons les différents symptômes en relation.* » Depuis début octobre, Cindy Chaussier, assistante sociale, l'a rejointe dans les locaux provisoires de la cellule, près des urgences gynécologiques, en attendant un déménagement définitif.

Arrivée en 2020 à l'hôpital, Cindy a d'abord œuvré dans différents services de gériatrie. C'est elle qui gère l'aspect social et agit comme un relais : « *Je m'occupe de l'ouverture des droits, de la sélection des partenaires adaptés (juriste, association type Restos du cœur, aide au logement, etc.), puis je délègue à des partenaires extérieurs qui ont plus de moyens comme le service social départemental ou les CCAS* ».

Enfin, mi-octobre, la cellule a été complétée avec l'embauche de Mathilde Le Mercier, une psychologue jeune diplômée. « *J'ai construit mon parcours pour pouvoir travailler autour de la thématique des violences faites aux femmes* », explique Mathilde Le Mercier, laquelle s'est également formée en victimologie au Canada. Ces créations de postes et une grande autonomie permettent aux membres de l'équipe d'aller le plus loin possible dans leur accompagnement. Elles coordonnent et orientent les femmes en difficulté, assurent un suivi régulier ou ponctuel, établissent « *une relation de confiance* », dit Marine Poinot. « *Nous avons souvent à faire à la violence physique, mais quand on gratte derrière, il y a la violence psychologique, économique, le viol, etc.* » Autant de situations à gérer, au cas par cas.

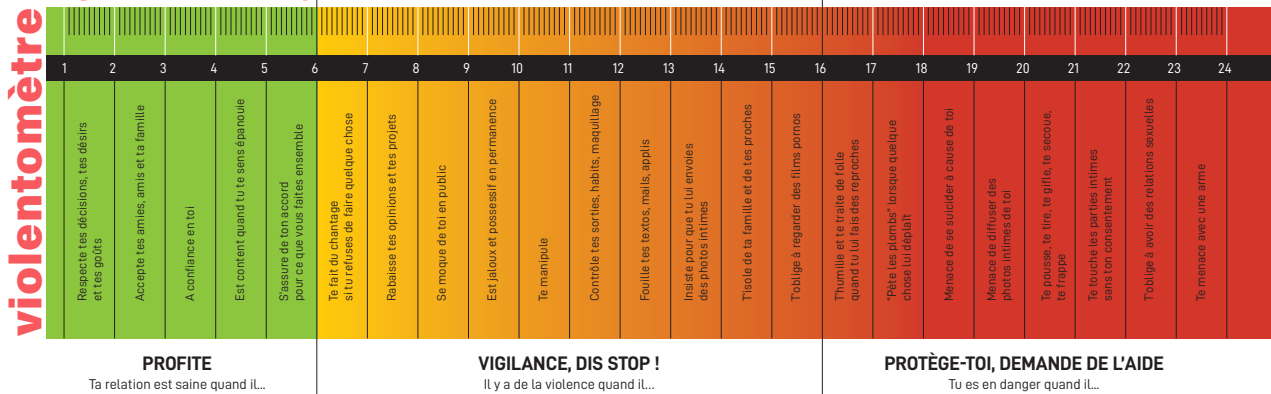
A ce jour, une quinzaine de patientes sont passées par le service. Marine Poinot a, de son côté, rencontré environ 35 patientes depuis le mois de mai. Avec son cortège d'aléas toutefois : « *Parfois, tout a été mis en place pour que les femmes soient mises en sécurité, elles sont stabilisées et il faut tout recommencer quand par exemple le mari les a retrouvées* ».

Il avait été annoncé par le président Emmanuel Macron le 25 novembre 2022, à Dijon, dans les Côtes-d'Or. A l'origine, ce département avait été retenu pour mener l'expérimentation. Finalement, c'est le Val-d'Oise qui accueille le pack nouveau départ, un projet pilote pensé et présenté par le ministère chargé de l'égalité hommes femmes, effectif depuis le 16 septembre.

Ce projet a pour objectif d'accélérer la prise en charge des violences conjugales en facilitant la détection, l'évaluation des besoins et l'activation des droits et dispositifs auxquels elles sont éligibles. Autrement dit, permettre aux femmes enfermées dans des situations conjugales violentes et à risques de pouvoir se construire une nouvelle vie. « C'est la levée aux freins du départ du domicile conjugal. Notre rôle est de le présenter aux femmes si elles sont prêtes à partir », souligne Marine Poinot, infirmière coordinatrice pour le dispositif A.V.I.F.F (anti-violences faites aux femmes).

Avec ce dispositif, chacun son rôle. Ainsi, la cellule Anti-violences faites aux femmes fait ici office de tiers détecteur, autrement dit c'est à cette porte que les femmes souhaitant signaler leur situation pourront frapper. L'équipe contactera ensuite la CAF (désignée référente dans le Val-d'Oise) afin que soient mises en place rapidement toutes les procédures administratives qui permettront à la victime de s'installer dans une nouvelle vie, de bénéficier de plusieurs aides, allant d'un hébergement d'urgence à un accompagnement psychologique en passant par une formation ou une aide pour la garde d'enfant. Le pack comprend également une mesure d'aide financière d'urgence, sous conditions, sans oublier la possibilité de faire un prêt. Cette mesure constitue une étape supplémentaire dans la lutte du gouvernement contre les violences faites aux femmes, depuis la tenue du Grenelle des violences en 2019. Le pack *nouveau départ* sera ensuite testé sur quatre autres départements puis élargi à la France entière dès 2025, selon Isabelle Rome, ministre en charge de l'égalité hommes femmes.

Du repérage lors de la journée contre les violences faites aux femmes



Cette année, dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (date officielle est le 25 novembre), la cellule A.V.I.F.F a organisé une journée de sensibilisation au sein de l'hôpital le mardi 28 novembre.

Une journée en deux temps : l'équipe a d'abord tourné dans les services et au self afin de prendre lien avec un maximum de professionnels et distribuer une affiche concoctée par leur soin à destination du personnel.

Grâce à un stand installé dans le hall de l'hôpital, elles ont également pu dialoguer avec de nombreuses femmes, armée d'un violentomètre - un outil permettant de mesurer le niveau de violence subi au sein du couple. « A force de discussion, de nombreuses femmes nous ont expliqué avoir été victimes de violences. Nous avons même réussi à détecter une personne qui était victime et ne l'avait pas conscientisé », résume Marine Poinot, l'infirmière coordinatrice du dispositif A.V.I.F.F.

Des vidéos de sensibilisation ont été diffusées, des questionnaires de repérages des victimes étaient disponibles et l'exposition « Déconstruire les idées reçues sur les violences faites aux femmes » réalisée par l'association Élu.es contre les violences faites aux femmes était affichée dans le hall.

Une expérience de plus pour cette cellule naissante. « Notre organisation est à perfectionner mais nous aimerions trouver une autre manière d'attirer le public. Cela nous a donné matière à réflexion pour notre prochain évènement, le 8 mars 2024, pour la journée internationale des droits des femmes. »



Quelques numéros :

- 3919** : aide, écoute et orientation, 24h/24 et 7j/7
- 17 ou 114** : en cas d'urgence, 24h/24 et 7j/7
- Tchat police **masecurite.fr** : échange avec un policier ou un gendarme par écrit, 24h/24 et 7j/7
- CI DFF 95** : Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles proposant un accompagnement juridique, psychologique et sociale. <http://www.cidff95.fr>

Dr Séverine Moréa, cheffe de l'Unité de soins palliatifs (USP) : « Au sein de notre unité, on privilégie la qualité de vie des patients. Ce n'est pas conférer des jours à la vie mais c'est rendre de la vie aux jours ».



Fondée en avril 2011, l'USP du Centre Hospitalier de Saint-Denis prend en charge des patients atteints d'une maladie grave, évolutive ou en phase terminale, présentant des symptômes ne relevant pas de l'hospitalisation traditionnelle et / ou nécessitant un accompagnement renforcé. Cette unité « ne se limite pas à la prise en charge des patients atteints de cancer – bien qu'ils soient majoritaires – mais accueille toute personne porteuse d'une maladie incurable, telle qu'une défaillance d'organe à un stade terminal, une maladie neurodégénérative ou encore une polypathologie », explique le Dr Séverine Moréa, responsable de l'unité.

Une structure de proximité

Dotée de 10 lits, l'USP accueille en moyenne 200 patients chaque année. L'équipe sélectionne les patients qui lui sont adressés à l'aide d'une grille d'évaluation, suivant des critères précis. La proximité

géographique du patient constitue l'un des principaux critères de sélection et l'accompagnement du patient intègre aussi celui de ses proches.

Une prise en charge globale centrée sur le confort du patient

À l'arrivée du patient, un entretien multidisciplinaire est organisé pour évaluer l'état physique et psychique de la personne, pour appréhender sa situation dans sa globalité et pour identifier la personne de confiance. À l'issue de cet échange, l'équipe reçoit la famille. Cette étape est cruciale. Ces entretiens permettent souvent de discerner des problématiques extérieures à la maladie avec lesquelles l'équipe devra composer. Elles s'avèrent susceptibles d'interférer dans la prise en charge. Au cours de cette entrevue le projet de vie du patient est aussi évoqué, car l'enjeu en USP est bien d'accompagner la vie. Toutes les questions centrales (alimentation, douleur, sédation terminale, spiritualité...) sont évoquées.

Tout au long du séjour, le confort du patient demeure la priorité absolue de l'équipe. « L'équipe ne souhaite pas que les difficultés rencontrées soient ressenties par les patients et leurs familles », souligne la cheffe de l'unité.

L'activité mobile de soins palliatifs

Parallèlement à ses missions, le Dr Moréa intervient seule à la demande des différents services de gériatrie de l'hôpital Casanova. Cette activité, mise en place initialement pour répondre à un besoin fort des services, s'est énormément développée au cours de la pandémie de COVID. « Nous espérons dans les années à venir constituer une équipe mobile étoffée au sein de l'hôpital Casanova ».

Dr Justine Robert, cheffe de service de l'Équipe mobile de soins palliatifs (EMSP) : « La vision palliative incarne l'utopie de ce que devrait être le soin. Une prise en charge globale ne s'étend pas seulement à la dimension curative mais elle doit intégrer la dimension sociale et économique du patient ».



Créée en 1989 sous l'impulsion du Dr Isabelle Marin, l'EMSP est une équipe multidisciplinaire composée à ce jour d'un médecin, d'une infirmière, de deux psychologues et de deux secrétaires.

Une seule mission : insuffler une démarche de soins palliatifs la plus précoce possible

Cette équipe accompagne les professionnels de l'hôpital Delafontaine dans la prise en charge de patients adultes atteints de maladies graves et évolutives, chez lesquels le pronostic vital est engagé à court, moyen ou long terme. Sa vocation est de se rendre au-devant des équipes de soins pour leur proposer une vision et une démarche palliative globale,

intégrant la dimension à la fois psychologique, sociale, économique et médicale du patient.

Dans leur ouvrage *Euthanasie : un progrès social ?*, le Dr Marin et Sara Piazza, psychologue clinicienne à l'hôpital Delafontaine, rappellent que « les soins palliatifs sont des soins globaux attentifs à la personne malade plus qu'à la maladie. Ils demandent du temps et de la pluridisciplinarité : l'équipe toute entière s'investit pour tenter de répondre aux objectifs du patient ». Le Dr Justine Robert poursuit en soulignant que « les soins palliatifs intègrent l'idée que la mort est un processus naturel, que l'on doit être présent de la meilleure manière possible ». Cependant, ce ne sont pas les seuls acteurs à intervenir au sein de l'hôpital. « La société civile a aussi un rôle à jouer. Elle a pour mission d'accompagner les gens gravement malades », précise le Dr Justine Robert. À cet effet, des bénévoles de l'association Être-là travaillent en étroite collaboration avec l'équipe pour accompagner ces patients très isolés, souffrant d'une maladie grave ou en fin de vie, en leur offrant des moments de partage et d'échange. « C'est un trait d'union entre la vie à l'hôpital et celle à l'extérieur de l'établissement ».

Depuis 2016, l'équipe diffuse également cette philosophie des soins palliatifs au sein des 13 EHPAD du territoire Plaine Commune. L'objectif de ce partenariat avec le réseau Arc en ciel était initialement de « décroisser la ville et l'hôpital » et de « faire dialoguer les EHPAD du territoire et les équipes de l'hôpital, de pouvoir être un trait d'union entre ces lieux de vie et l'hôpital », rappelle la cheffe de l'EMSP.

Les soins palliatifs au Centre hospitalier de Gonesse

L'unité mobile de soins et d'accompagnements (UMSA) a été créée à l'hôpital de Gonesse en 1995 et comprend actuellement deux infirmières, un médecin à temps plein et un à mi-temps, une psychologue à mi-temps. Rencontre avec le Dr Faiza Ouardani et Deolinda Gomes, infirmière.



Quelle est la définition des soins palliatifs ?

F. O « Ce sont des soins actifs, continus, effectués dans une approche globale de la personne atteinte d'une maladie grave évolutive ou en phase terminale. Cela consiste en une prise en charge de la douleur physique, et des autres symptômes, la prise en charge psychologique, sociale et spirituelle. Les proches sont associés à cette démarche, les soutenir est indispensable. L'objectif de la prise en charge est de préserver la qualité de vie des patients pour qu'ils soient le plus confortables possible, quel que soit le lieu où ils se trouvent. Aujourd'hui, les soins palliatifs doivent être précoces pour permettre la meilleure prise en charge et assurer la meilleure qualité de vie. »

D. G « Nous, les deux infirmières de l'équipe mobile sommes formées à la consultation d'annonce paramédicale, c'est-à-dire que nous intervenons dès l'annonce du diagnostic pour accompagner ce temps, être une personne référente, repérer les symptômes, les difficultés sociales, familiales et leurs répercussions. »

Y a-t-il une méconnaissance des soins palliatifs liée à un tabou ?

F. O « Les soins palliatifs renvoient à la fin de vie, la phase terminale et c'est vu par beaucoup de gens comme un moment où il n'y aurait plus rien à faire. Les soins palliatifs concernent les cancers, les maladies évolutives et neuro-dégénératives (la sclérose en plaques, la maladie de Parkinson évoluée, Alzheimer etc.), les polyopathologies chez les personnes âgées, les pathologies d'insuffisance d'organes, comme l'insuffisance cardiaque sévère ou rénale terminale etc. »

Semaine des soins palliatifs

Vendredi 20 octobre, dans le cadre de la journée mondiale des soins palliatifs, l'équipe de l'unité mobile de soins et d'accompagnement (UMSA) a organisé une action d'information dans le hall de l'hôpital.

Des partenaires tels que DAC 95 Est, Fondation santé service, Medperf Dovixia et Airlife Médical étaient également présents pour sensibiliser les personnels et les usagers sur les nombreuses actions et la prise en charge des patients en soins palliatifs. L'association JALMALV, avec laquelle l'hôpital a signé une convention pour intervenir au sein des services afin d'offrir un accompagnement aux patients et aux proches, surtout ceux qui sont isolés, était également présente.

Quels types de soins prodiguez-vous pour atténuer la douleur ?

D. G « En complément des traitements, nous proposons des techniques non médicamenteuses telles que l'hypnose, la Résonance énergétique par stimulation cutanée (RESC) agissant sur les différents symptômes. Cette pratique s'inspire de la médecine chinoise traditionnelle et les mouvements de l'océanographie, et permet de rééquilibrer les flux énergétiques dans le corps. Nous proposons également le toucher relationnel. Une prise en charge psychologique est effectuée par la psychologue, elle propose aussi un suivi des proches lorsque la personne est décédée. »

En quoi consiste le fonctionnement de l'équipe ?

F. O « Nous sommes une équipe transversale. Nous nous déplaçons dans tous les services, sauf au bloc opératoire et particulièrement en oncologie, en gériatrie, en neurologie, en EHPAD, USLD etc. Nous soutenons aussi les soignants et aidons à la réflexion éthique dans le cadre de réunions pluridisciplinaires pour traiter les cas complexes. Il est important dans ce cas-là de savoir si la personne a désigné une personne de confiance. »

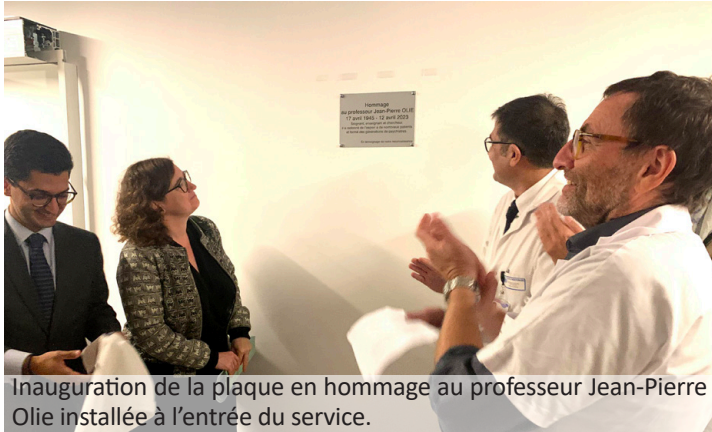
Avez-vous des projets en cours ?

F. O « En 2023, nous avons structuré la prise en charge des patients dans nos lits identifiés soins palliatifs (LISP) pour répondre aux critères fixés par l'ARS : regroupement des LISP dans 3 services (4 en oncologie, 3 en UGA et 3 en neurologie), inscription à un diplôme universitaire de soins palliatif pour trois IDE et 3 médecins, mise en place d'une fiche d'inclusion, recrutements de personnels paramédicaux et d'une psychologue.

En 2024, l'hôpital mènera des travaux à l'HDJ de médecine/oncologie pour pouvoir y développer une activité d'HDJ de soins palliatifs. Ce projet nous permettra dès cette année d'améliorer l'offre de soins pour les patients de l'Est du Val-d'Oise. À horizon 2026, notre ambition au CHG est la création d'une unité de soins palliatifs et de 10 lits qui sera aménagée au 3^{ème} étage de l'EHPAD. La création d'une équipe mobile territoriale impulsée par le DAC 95 Est qui aura pour mission d'intervenir dans les établissements médicaux-sociaux mais aussi le domicile est également prévue. »



Un centre d'aval pour les urgences psychiatriques ouvert début septembre à l'hôpital Delafontaine



Inauguration de la plaque en hommage au professeur Jean-Pierre Olie installée à l'entrée du service.



Dr Fayçal Mouaffak psychiatre et chef de pôle au sein de l'établissement public de santé de Ville-Évrard et Dr Mathias Wargon, chef de service des urgences de l'hôpital Delafontaine.



Jean Pinson, directeur du Centre hospitalier de Saint-Denis.

Lundi 9 octobre, le Centre renforcé d'urgences psychiatriques (CRUP) a été inauguré. Ce tout nouveau service adossé aux urgences du centre hospitalier Delafontaine a ouvert ses portes le 4 septembre. Souhaité depuis une dizaine d'années par le Dr Fayçal Mouaffak, psychiatre et chef de pôle au sein de l'établissement public de santé de Ville-Évrard, le CRUP est le fruit d'une collaboration étroite entre cet hôpital psychiatrique et le Centre hospitalier de Saint-Denis.

Ce projet d'envergure pour le territoire de Seine-Saint-Denis vise à mieux prendre en charge les patients en phase aigüe de leur maladie. Ce centre est axé sur trois objectifs : réduire la durée de la phase aigüe à 24 heures et à 72 heures, diminuer le recours aux mesures coercitives et fluidifier les trajectoires et parcours de soins des patients pour favoriser la prise en charge de chaque patient dans son secteur. Il est composé de quinze lits dont dix lits d'unité de psychiatrie aigüe de 72 heures, un lit de délivrance hospitalière où se déroulent les séances de sismothérapie et quatre lits d'Unité de psychiatrie active (UPA). « Le CRUP a tenu ses promesses : nous avons fait en quatre semaines 139 admissions et 41 d'entre elles (soit un tiers) se sont soldées par un retour à domicile et la réactivation ou la mise en place d'un suivi ambulatoire », précise le Dr Mouaffak.

Ce projet a été pensé il y a près de 10 ans. Traduction d'une priorité absolue en matière de prise en charge psychiatrique, il constitue aujourd'hui une réponse aux situations de crise et d'urgence. « Cette prise en charge délicate pour tout le monde - le patient lui-même, les autres patients et les équipes soignantes - a trouvé une solution innovante avec le CRUP (...) dans une démarche de bienveillance, de bientraitance et d'humanité », a souligné Jean Pinson, directeur du Centre hospitalier de Saint-Denis. Un projet qui n'aurait pas été possible sans « un partenariat fort qui réaffirme la nécessité absolue d'une prise en charge globale », a insisté Cécilia Boisserie, directrice de l'établissement public de santé de Ville-Évrard.

A l'occasion de l'inauguration, Katy Bontinck, 1^{ère} adjointe au maire de Saint-Denis, a qualifié le nouveau service de « centre emblématique du dynamisme du territoire » et de projet d'avenir dont on espère « qu'il fera des petits ». De son côté, le Dr Fayçal Mouaffak a tenu à « rendre hommage aux infirmiers qui travaillent aux urgences, et un hommage appuyé au Dr Nadia Cheffi et Lévin Dachiville, respectivement responsable et cadre de l'unité ». Le Dr Mathias Wargon, chef des urgences de Delafontaine, a quant à lui salué « la collaboration sur place entre les équipes des deux hôpitaux ».



Katy Bontinck, 1^{ère} adjointe au maire de Saint-Denis et vice-présidente du conseil de surveillance de l'hôpital.

« Les deux piliers d'une psychiatrie désaliéniste sont la proximité et la continuité des soins »



Suite à la visite du Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), en juillet 2021, le pôle de psychiatrie adulte du Centre Hospitalier de Gonesse a refondé son projet médico-soignant. Entretien avec le Chef de pôle, le Dr Olivier Labergère.

Comment se décline le secteur psychiatrique au Centre Hospitalier de Gonesse ?

« Depuis 2007, le pôle rassemble trois secteurs desservant l'Est du Val d'Oise, à savoir une population de 352.000 habitants, comprenant notamment les villes de Garges, Sarcelles et Villiers-le-Bel. Chaque secteur dispose de 25 lits d'hospitalisation aiguë, d'un CMP, d'un hôpital de jour, d'un Centre d'action thérapeutique à temps partiel (CATTP), d'appartements associatifs. Des unités intersectorielles complètent notre offre de soins : l'unité Winnicott de psychothérapie institutionnelle (30 lits), l'unité des urgences et de la liaison, l'équipe mobile de psychiatrie du sujet âgé, l'équipe mobile psychiatrie et précarité, ainsi que l'accueil familial thérapeutique. »

Quelles pathologies sont soignées à l'hôpital ?

« L'hôpital public accueille traditionnellement les pathologies les plus lourdes, avec une obligation médico-légale de prise en charge des soins sans consentement. Les psychoses chroniques sont majoritaires, au premier rang desquelles les schizophrénies, puis les troubles bipolaires, la paranoïa et les pathologies limites. Ces troubles sont en outre souvent compliqués par la précarité sociale, les addictions, voire des conduites délinquantes, sur un territoire reconnu comme économiquement défavorisé, à la population particulièrement jeune. »

Quels sont les problèmes rencontrés aujourd'hui ?

« Qualifiée de parent pauvre de la médecine, la psychiatrie publique traverse une crise sans précédent, la voyant tourner le dos à sa précieuse vocation humaniste et désaliéniste, telle que promue par la politique de secteur, pour s'engager dans une régression asilaire et sécuritaire, avec son corollaire désolant d'enfermement et d'atteinte à la dignité des personnes. Les causes en sont essentiellement économiques, majorées par une chute de la démographie médicale, conduisant à privilégier les prises en charge hospitalières courtes et urgentes, au détriment de la continuité et de la proximité soignante, qui seules peuvent garantir aux patients souffrant d'une maladie chronique les meilleures chances d'apaisement et de réhabilitation psycho-sociale. »

Quels sont les projets du pôle ?

« Notre projet s'est largement inspiré des légitimes recommandations du CGLPL, qui reposent essentiellement, outre l'humanisation et la mise aux normes de nos locaux, sur le renforcement impérieux de nos effectifs médico-soignants pénuriques, tant en intra qu'en extra-

hospitalier, dont le rôle de prévention et de suivi de proximité doit être sauvegardé. Cet objectif prioritaire impose un plan volontariste d'attractivité, de formation et de fidélisation de nos personnels, soutenu par notre administration et nos instances sanitaires.

Deux autres projets novateurs ont été retenus. Le premier est la création d'une unité renforcée d'évaluation et d'orientation (UREO), structure fermée de 10 lits pouvant accueillir les patients sous contrainte pour de brefs séjours et permettant ainsi de soulager nos 3 unités d'hospitalisation sectorielles du poids de la prise en charge des patients les plus difficiles.

Le second projet est la création d'une équipe mobile psychiatrique de crise intersectorielle (EMPC), qui aura pour vocation de prévenir l'aggravation des décompensations au domicile des patients, de renouer les liens thérapeutiques rompus et d'éviter dès lors des hospitalisations critiques ou intempestives. »

Quelles sont vos autres réalisations ?

« La convivialité de l'ambiance soignante est essentielle en psychiatrie, autant pour nos patients que pour nos équipes. Nous avons ainsi développé nombre d'initiatives culturelles, comme des stages de Street Art, des spectacles musicaux, des Olympiades ou encore la publication depuis près de 10 ans d'un journal périodique, Le Vouzénous, conçu et réalisé par les patients. Enfin, la transmission des savoirs est également une des nobles missions de service public qui nous tient à cœur et nous organisons, depuis 2008, un Séminaire mensuel « Psychiatrie et Sciences humaines », ouvert à tous, qui contribue à l'enrichissement des réflexions sur nos pratiques. »

<https://www.facebook.com/SeminairePsychiatrieGonesse>



Une œuvre mémorielle à Saint-Denis pour « se souvenir de quelques choses »



L'artiste Mehdi Medacci

Vendredi 8 décembre, l'œuvre mémorielle réalisée par l'artiste Mehdi Medacci en hommage à la solidarité pendant la crise de la Covid-19 a été inaugurée sur le parvis de l'hôpital Delafontaine.

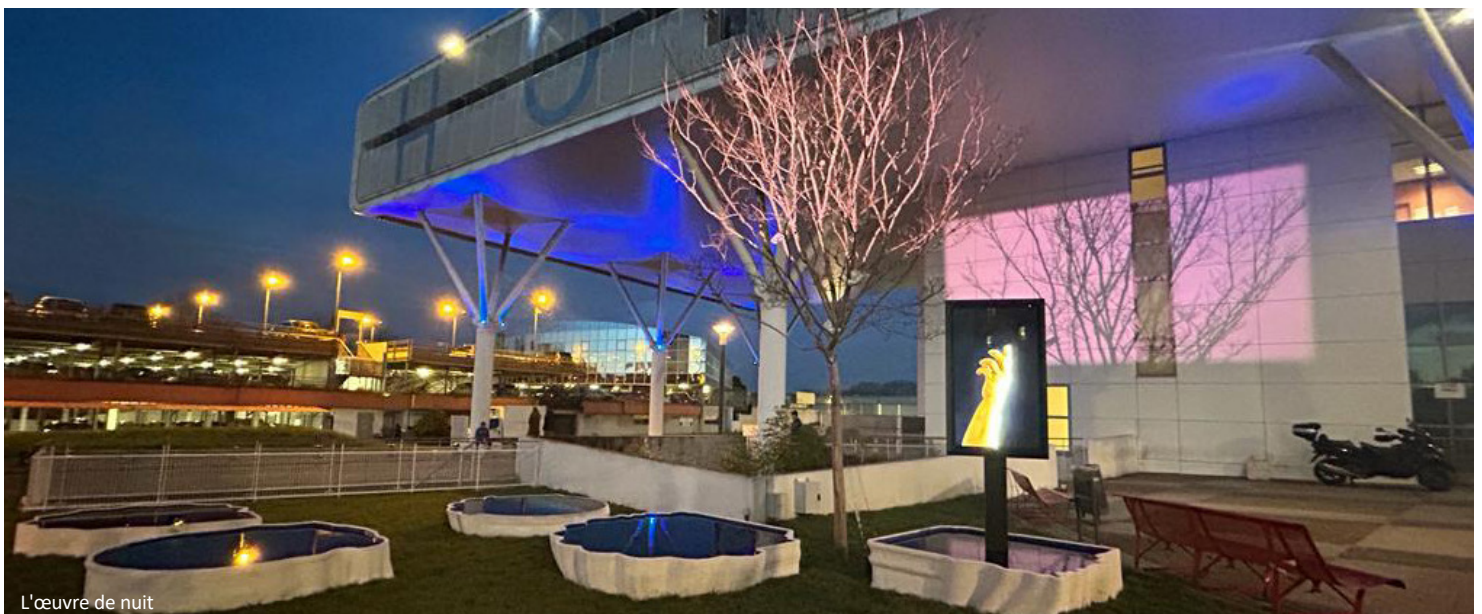
Le Centre hospitalier de Saint-Denis a inauguré vendredi 8 décembre une œuvre mémorielle commémorant la solidarité exceptionnelle des personnels soignants et des acteurs et habitants du territoire pendant la crise de la COVID-19. Baptisée « se souvenir de quelques choses », l'installation réalisée par l'artiste Mehdi Medacci est composée de deux arbres ornés par des moules de mains, d'un spot lumineux, de cinq bassins aux fonds bleutés en impression béton 3D et d'un écran projetant un film d'une heure illustrant des gestes de soins et de bienveillance. Afin de réaliser le film et les moules, l'artiste a collaboré avec des salariés et des patients de l'hôpital.

« Nous souhaitons une œuvre qui se place dans la durée. Que dans des décennies, les gens puissent toujours la voir et être émus par cette œuvre » a rappelé Eric de Chassey, directeur de l'institut national de l'histoire de l'art, et parrain du concours artistique lancé pour manifester le soutien de l'hôpital à la culture. « Le cahier des charges impliquait les notions de vie, de lien et de bienveillance. Cette œuvre nous rappelle que nous avons en nous des trésors de résistance, de résilience et de solidarité », a rappelé Jean Pinson, directeur du centre hospitalier de Saint-Denis en évoquant ce que l'établissement et le pays ont eu à traverser pendant cette crise de la Covid-19. Un événement « tellement inédit que nous peinons toujours à trouver des mots pour le décrire ». Mais que « l'indéboulonnable solidarité inscrite dans l'ADN de la ville de Saint-Denis » a aidé à surmonter, selon le maire Mathieu Hanotin.

Aujourd'hui, cette installation visible sur le parvis de l'hôpital Delafontaine offre à chacun « une liberté d'interprétation », toujours selon Mathieu Hanotin. Un aspect primordial pour Mehdi Medacci, adepte du travail autour de la vidéo et de la photo : « Dans mon travail je considère l'espace public comme la chose la plus importante : cela permet directement de créer un choc et peut-être, une possibilité de raisonnement pour celui qui la reçoit ».

Ce projet a pu voir le jour grâce à de nombreux partenaires, parmi lesquels la Ville de Saint-Denis, la Ville de Paris, le Département de Seine-Saint-Denis, l'Agence régionale de santé (ARS) Ile-de-France, la DRAC Ile-de-France, la fondation AG2R LA MONDIALE et l'entreprise CARSEY 3D.

Retour sur cet événement en vidéo :



L'œuvre de nuit

Projet porté par le Centre hospitalier de Saint-Denis avec le soutien de :

Un futur musée d'histoire et de société dans l'ancien hôpital de Gonesse de 1841



Porté par la Ville de Gonesse depuis 2015, le projet de musée d'histoire et de société est le fruit d'un engagement fort de la commune de préserver et valoriser le patrimoine éducatif et hospitalier local. Dans cet entretien, Stéphanie MAGALHAES, directrice du musée qui ouvrira ses portes d'ici 2026, revient sur la genèse de ce projet unique dans le Val-d'Oise, où se rencontrent l'école et l'hôpital, deux institutions fondatrices de nos sociétés.

Pouvez-vous nous rappeler la genèse du projet ?

« Ce projet a coïncidé avec la fermeture du musée de l'Éducation du Val-d'Oise, situé à Saint-Ouen l'Aumône. Le maire de Gonesse Jean-Pierre Blazy, très attaché au développement de projets patrimoniaux structurants, a souhaité sauvegarder la richesse de ces collections éducatives uniques sur le territoire, dont des documents anciens datant du 17^{ème} siècle.

L'objectif de ce projet était ainsi d'associer ce patrimoine éducatif et l'histoire hospitalière ancienne de la ville débutée au 13^{ème} siècle. Ils demeurent deux éléments essentiels de la ville de Gonesse et du territoire intercommunal. Ce musée symbolise la rencontre entre un territoire, riche d'une histoire hospitalière ancienne et un patrimoine éducatif unique en Ile-de-France.

L'appellation Musée de France attribuée le 16 février dernier au musée d'histoire et de société de la ville de Gonesse vient consolider notre projet. Cette appellation va permettre de bénéficier de l'expertise et du contrôle scientifique et technique de l'Etat. »

Quelles œuvres les visiteurs du musée découvriront-ils ?

« Deux collections patrimoniales fondent ce musée, d'une part celle portant sur l'éducation issue d'une collecte initiée il y a plus de 40 ans sur le territoire du Val-d'Oise, et d'autre part celle du patrimoine hospitalier.



Les visiteurs pourront ainsi découvrir la richesse des collections éducatives composées de 50 000 objets (mobilier, photographies, jouets, jeux éducatifs...) et des documents dont les plus anciens remontent au 17^{ème} siècle. Depuis la Révolution française jusqu'à nos jours, ils pourront découvrir à travers des photographies, des jeux et du matériel didactique, l'histoire de l'éducation sous le spectre de la santé et du soin. Ces collections abordent en effet divers sujets tels que les grands principes d'hygiène appliqués au 18^{ème} siècle, les différentes épidémies combattues à l'école (choléra,

tuberculose et plus récemment la COVID), la médecine scolaire, la question de l'égalité fille-garçon, l'éducation à la sexualité...

Seront également présentées les collections hospitalières témoignant de l'évolution des pratiques médicales depuis l'hôtel Dieu de 1208 jusqu'au centre médico-chirurgical de 1969. A titre d'illustration, des pots à pharmacie, du mobilier, ainsi que des tableaux datant du 17^{ème} siècle y seront exposés. »



Quand ce musée verra-t-il le jour ?

« Le musée sera accueilli d'ici 2026 dans le bâtiment de l'hôpital-hospice de Gonesse de 1841 afin d'incarner ce trait d'union entre les arcades du 13^{ème} siècle et le bâtiment hospitalier actuel en fonctionnement. Le musée présentera des collections (photographies, objets, mobiliers, reconstitutions...) mais il proposera aussi des ateliers et des activités pour tous les publics, pour les petits et pour les plus grands.

En attendant l'installation de ce musée, un espace de préfiguration du musée - composé d'une salle d'exposition, d'un espace de médiation, d'un centre de ressources en histoire de l'éducation et d'une réserve de documents - a été inauguré en 2019. Situé au pôle Coulanges de Gonesse, cet espace accueille de nombreuses expositions temporaires en étroite collaboration avec d'autres musées, dont le musée national de l'éducation de Rouen. Depuis septembre 2022, cet espace dispose d'une programmation spéciale « La Fabrique du Musée » exposant une partie des collections éducatives d'Ile-de-France collectées depuis près de 40 ans. »

La Fabrique du musée

24 rue de Paris - Gonesse

01.34.45.97.67

lafabriquedumusee@mairie-gonesse.fr



Crédit photos ville de Gonesse

Préparatrices en pharmacie hospitalière :

« Nous travaillons pour l'intérêt du patient avant tout »



Nawel Larbi, 33 ans et Fariha Hussain, 28 ans, sont Préparatrices en pharmacie hospitalière (PPH) à l'hôpital de Gonesse. Rencontre.

Quel est votre parcours ?

Fariha Hussain : « Je suis préparatrice depuis 2012 et PPH depuis 2019. Avant cela, j'ai fait la première année de médecine mais ça ne m'intéressait pas. J'ai découvert le métier de PPH en suivant une amie à l'école de Juvisy. Après les deux ans d'études que nécessite la formation (pour travailler à l'hôpital, une troisième année est nécessaire), j'ai travaillé deux ans en pharmacie de ville, puis j'ai postulé à l'hôpital de Gonesse. »

Nawel Larbi : « J'avais fait un bac SMS, je voulais être dans le médical mais sans savoir quoi faire véritablement. J'ai commencé en faisant de l'animation puis j'ai voyagé. Je suis tombée par hasard sur des brochures évoquant la formation de préparatrice en pharmacie et je me suis dit, pourquoi pas ? Je suis devenue préparatrice en pharmacie en 2014 et préparatrice en pharmacie hospitalière depuis 2017. »

Comment s'organise votre métier à l'hôpital ?

F. H et N. L. : « Ici nous sommes très polyvalents, c'est une chance. La majorité des préparateurs sont formés sur toutes les activités et dans deux secteurs : celui des médicaments et des Dispositifs médicaux (DM) tels que les cathéters, les pansements, les Dispositifs médicaux implantables (DMI). Nous travaillons pour tous les services de l'hôpital. »

Votre fonction est-elle centrale dans l'établissement ?

F. H et N. L. : « Oui ! Nous sommes un service support pour l'établissement, que ce soit pour le bloc, la réanimation, la néonatalogie etc. Nous ne faisons pas juste de la délivrance, il y a un regard intellectuel derrière, une analyse de l'ordonnance, des prescriptions. Nous devons vérifier s'il n'y a pas d'interactions médicamenteuses sur les ordonnances. Nous sommes les gardes-avant que l'infirmière ne délivre au patient. »

Pourriez-vous décrire certaines de vos activités ?

F. H : « Dans le secteur des médicaments, le matin nous devons réapprovisionner les services, les armoires sécurisées et non

sécurisées, en fonction de plannings hebdomadaires. Nous faisons également la Dispensation journalière individuelle nominative (DJIN), autrement dit la préparation des piluliers pour les patients hospitalisés dans chaque service (et hebdomadaire, notamment pour les EHPAD), sans oublier la délivrance des stupéfiants. Nous faisons également la préparation et le suivi des commandes ainsi que la préparation des poches de chimiothérapie. Dans d'autres hôpitaux, les préparateurs font des poches de nutrition parentérales pédiatriques pour la néonatalogie, mais pas à Gonesse. »

N. L. : « Nous rétrocédons des médicaments à statuts particuliers nécessitant un suivi hospitalier. Cela peut concerner des maladies spécifiques comme par exemples les hépatites, les soins palliatifs etc. Nous délivrons également des médicaments dans le cadre de la PASS (Permanence d'accès aux soins de santé) pour les patients sans couverture sociale. »

Rencontrez-vous des ruptures de médicaments, comme c'est le cas dans de nombreux établissements récemment ? Comment répondez-vous à cela ?

N. L. : « Oui, depuis le Covid, il y a un souci d'approvisionnement dans les matières premières, qui sont délocalisées. Il nous faut trouver d'autres fournisseurs, d'autres laboratoires, des substituts. Nous avons une grosse pression sur les épaules. Il faut connaître ses priorités, connaître son métier, connaître les molécules des médicaments, prioriser sinon les patients en pâtiraient. »

Quel est l'état d'esprit d'un préparateur en pharmacie ?

« C'est le patient avant tout, même si nous ne sommes pas infirmières ni médecins. C'est un beau métier, très intéressant intellectuellement mais qui implique une grosse responsabilité : il faut être attentif, dynamique, vigilant. »

Quels sont les aspects les plus plaisants dans ce service ?

« Suite au Covid, il y a eu beaucoup de départs et de mutations. Aujourd'hui, cela va mieux. Notre équipe est très soudée, avec une véritable entraide, de la solidarité et une bonne communication. »



Centre Hospitalier de Saint-Denis

Postes médicaux

- Anesthésie
- Gynécologie-Obstétrique
- Néonatalogie
- Pharmacie
- Pneumologie
- Pédopsychiatrie
- Ophtalmologie
- Unité de Soins Palliatifs
- Urgences adultes / SMUR
- Soins de suite polyvalents
- Service de santé au travail (médecin du travail)

Statuts recherchés : Praticien hospitalier, praticien contractuel ou assistant spécialiste

CV et lettre de motivation à adresser à :
anne.boulogne@ch-stdenis.fr

- Sages-femmes
CV et lettre de motivation à adresser à :
martine.mabialamoussirou@ch-stdenis.fr

Postes paramédicaux

- Aides-soignants (jour/nuit)
- Auxiliaires de puériculture
- Infirmiers (jour/nuit)
- Infirmiers de bloc opératoire (IBODE)
- Infirmiers anesthésistes (IADE)
- Cadres de santé
- Ergothérapeute
- kinésithérapeute
- Manipulateurs/manipulatrices radio
CV et lettre de motivation à adresser au secrétariat de la Direction des soins : hsd-ds@ch-stdenis.fr
- Infirmiers pôle pédopsychiatrie-addictologie
- Cadres de santé pôle pédopsychiatrie-addictologie
CV et lettre de motivation à adresser :
rebecca.bonan@ch-stdenis.fr

Autres postes

- Educateurs spécialisés pôle pédopsychiatrie-addictologie
- Assistant(e)s social(e)s pôle pédopsychiatrie-addictologie
- Psychomotriciens
CV et lettre de motivation à adresser :
rebecca.bonan@ch-stdenis.fr
- Assistants sociaux ou CESF (8 postes)
CV et lettre de motivation à adresser :
caroline.barbureau@ghtpdf.fr
- Administrateur systèmes et réseaux
- Formateur sur les applications métiers
- Technicien bureautique
- Référent technique intégration et applications administratives
- Assistant(e) de direction
CV et lettre de motivation à adresser :
fabrice.cianni@ghtpdf.fr

Centre Hospitalier de Gonesse

Postes médicaux

- Médecine intensive – Réanimation
- Médecine interne et maladies infectieuses
- Médecine d'urgence - SMUR
- Urologie
- Soins palliatifs
- Pédopsychiatrie
- Psychiatrie adulte

Statuts recherchés : Praticien hospitalier titulaire ou contractuel, Assistant spécialiste

CV et lettre de motivation à adresser à :
cherifa.gholam@ch-gonesse.fr

- Sages-femmes
CV et lettre de motivation à adresser à :
helene.pavaux@ch-gonesse.fr

Postes paramédicaux

- Aides-soignants (jour/nuit)
- Infirmiers (jour/nuit)
- Infirmiers de bloc opératoire (IBODE)
- Infirmiers anesthésistes (IADE)
- Kinésithérapeutes
- Optométriste
- Préparateur en pharmacie
- Cadres de santé et cadre supérieur de santé (jour/nuit)
- Manipulateurs/manipulatrices radio
CV et lettre de motivation à adresser à la Direction des Soins : direction.soins@ch-gonesse.fr

Autres postes

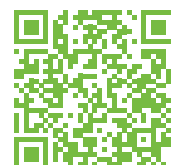
- Assistants sociaux ou CESF (4 postes)
CV et lettre de motivation à :
nadia.benmouhoub@ch-gonesse.fr
- Assistant-médico administratif (AMA)
CV et lettre de motivation à adresser à :
sandra.desousa@ch-gonesse.fr
- Educateurs spécialisés
- Assistant(e)s social(e)s pédopsychiatrie et psychiatrie
CV et lettre de motivation à adresser à la Direction des Soins : direction.soins@ch-gonesse.fr
- Administrateur systèmes et réseaux
- Formateur sur les applications métiers
- Technicien bureautique
- Référent technique intégration et applications administratives
- Assistant(e) de direction
CV et lettre de motivation à adresser :
fabrice.cianni@ghtpdf.fr

Toutes nos offres ►

Saint-Denis



Gonesse



Nos journées portes ouvertes du mercredi 7 février 2024

Job dating au Centre hospitalier de Saint-Denis

Stands de présentation des services et chasse au trésor
de 9h à 17h à l'hôpital Delafontaine
2, rue du Docteur Delafontaine



Portes ouvertes des instituts des formations paramédicales

IFSI-IFAS de Gonesse
2 Bd du 19 mars 1962
de 13h30 à 17h



IFSI-IFAS de Saint-Denis
2 rue du Dr Delafontaine
de 10h à 17h

